

Entité :	Site :	Ouvrage :	Nature du document :
FHYG	Le Bens	Projet neuf	Demande cas par cas
Titre :			
<p align="center"><u>Projet du Bens</u> <u>Demande de cas par cas – compléments suite au retour de</u> <u>l'Autorité Environnementale du 18 août 2017</u></p>			

Référence :		
Indice	Date	Modifications
A	11/09/2017	Première édition

Rédaction	Vérification	Approbation
CM	JEC	JEC

Résumé :
<p>Cette note présente les compléments à notre demande de cas par cas du projet hydroélectrique du Bens, suite au retour de l'autorité environnementale du 18 août 2017.</p>

Maître d'ouvrage :	Maître d'Œuvre	Adresse postale :
 <p>FORCES HYDRAULIQUES DE GLAIZE</p>	 <p>COMPAGNIE DES HAUTES CHUTES de Rogues</p>	<p>Chez Hydro-Développement 26 ZA La Chandelière 38 570 Goncelin Tél : 04 76 99 24 45 Fax : 04 76 99 24 69 E-Mail : martinet.chcr@orange.fr</p>

SOMMAIRE

1.	Objet de la note	- 2 -
2.	Nomenclature loi sur l'eau	- 3 -
3.	Défrichement	- 6 -
4.	Classement au titre de l'article L.214-7 du code de l'environnement	- 7 -

1. OBJET DE LA NOTE

La société Forces Hydrauliques de Glaize (FHYG) est porteur d'un projet hydroélectrique sur le torrent du Bens, sur la commune d'Arvillard, en Savoie.

En application des articles L.122-1 et R.122-2 et suivants du code de l'environnement, FHYG a adressé à l'autorité environnementale une demande de cas par cas, reçue à la DREAL le 4 août 2017.

Suite à l'examen de ce dossier (n°2017-ARA-DP-00686), la DREAL nous a adressé par mail une demande de compléments, en date du 18 août 2017.

Cette note apporte les réponses et compléments aux éléments demandés.

2. NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU

Le tableau ci-dessous synthétise l'analyse du projet au vu de la nomenclature loi sur l'eau, telle que définie au R214-1 du code de l'environnement.

Rubrique	Intitulé	Analyse du projet
1.2.1.0	<p>A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :</p> <p>1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m³ / heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ;</p> <p>2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m³ / heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).</p>	<p>Le débit d'équipement est pris égal à 1.5 fois le module du cours d'eau.</p> <p>Le débit prélevé est supérieur à 5 % du débit du cours d'eau</p> <p>Autorisation</p>
2.2.1.0	<p>Rejet dans les eaux douces superficielles susceptibles de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 et 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant :</p> <p>1° Supérieure ou égale à 10 000 m³/j ou à 25 % du débit moyen inter annuel du cours d'eau (A)</p> <p>2° Supérieure à 2 000 m³/j ou à 5 % du débit moyen inter annuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m³/j et à 25 % du débit moyen inter annuel du cours d'eau (D)</p>	<p>Restitution en aval de l'usine au maximum égale au débit d'équipement, soit 742.5 l/s (1.5*module), donc supérieure à 25 % du débit moyen inter annuel du cours d'eau.</p> <p>Autorisation</p>
3.1.1.0	<p>Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :</p> <p>1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A) ;</p> <p>2° Un obstacle à la continuité écologique :</p> <p>a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) ;</p> <p>b) b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D).</p> <p>Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.</p>	<p>Prise d'eau transparente en cas de crue donc pas de création d'obstacle à l'écoulement des crues.</p> <p>Différence de niveau amont/aval supérieure à 50 cm.</p> <p>Autorisation</p>
3.1.2.0	<p>Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3. 1. 4. 0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :</p> <p>1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ;</p>	<p>Modification ponctuelle du profil en travers du lit du Bens au niveau de la prise d'eau, sur une longueur inférieure à 100 m.</p> <p>Déclaration</p>

	<p>2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D).</p> <p>Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.</p>	
3.1.4.0	<p>Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :</p> <p>1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) ;</p> <p>2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).</p>	<p>Protection de berge ponctuelle possible au niveau de la prise d'eau mais sur une longueur inférieure à 200 m.</p> <p>Déclaration</p>
3.1.5.0	<p>Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens , ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :</p> <p>1° Destruction de plus de 200 m² de frayères (A) ;</p> <p>2° Dans les autres cas (D).</p>	<p>Intervention dans le lit mineur lors de la création de la prise d'eau notamment.</p> <p>Surface < 200 m²</p> <p>En phase travaux uniquement</p> <p>Déclaration</p>
3.2.3.0	<p>Plans d'eau, permanents ou non :</p> <p>1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ;</p> <p>2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).</p>	<p>Le projet prévoit une prise d'eau au fil de l'eau, sans création de retenue.</p> <p>Non concerné</p>
3.2.5.0	<p>Barrage de retenue et digues de canaux :</p> <p>1° De classes A, B, ou C (A) ;</p> <p>2° De classe D (D).</p>	<p>Le projet ne prévoit pas de création de barrage ou digue.</p> <p>Non concerné</p>
3.3.1.0	<p>Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :</p> <p>1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) ;</p> <p>2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).</p>	<p>Pas de destruction de zones humides liée au projet.</p> <p>Non concerné</p>
5.2.2.0	<p>Entreprises hydrauliques soumises à la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique (A).</p>	<p>La rubrique 5220 ne concerne que les ouvrages relevant de la concession (PMB sup à 4.5 MW) ce qui n'est pas le cas de notre projet.</p> <p>Non concerné</p>

Toutes les autres rubriques définies au R214-1 du code de l'environnement ne concernent par le projet.

Au vu de cette analyse, la rubrique 10 de l'annexe à l'article R.122.2 du code de l'environnement n'est pas concernée.

Catégories de projets	Projets soumis à évaluation environnementale	Projets soumis à examen au cas par cas
10. Canalisation et régularisation des cours d'eau		<p>Ouvrages de canalisation, de reprofilage et de régularisation des cours d'eau s'ils entraînent une artificialisation du milieu sous les conditions de respecter les critères et seuils suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m ; - consolidation ou protection des berges, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure ou égale à 200 m ; - installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet pour la destruction de plus de 200 m² de frayères ; - installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 100 m.

En revanche, la rubrique 21 de l'annexe à l'article R.122.2 du code de l'environnement est concernée : 21d.

Catégories de projets	Projets soumis à évaluation environnementale	Projets soumis à examen au cas par cas
21. Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker	Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker de manière durable lorsque le nouveau volume d'eau ou un volume supplémentaire d'eau à retenir ou à stocker est supérieur ou égal à 1 million de m ³ ou lorsque la hauteur au-dessus du terrain naturel est supérieure ou égale à 20 mètres.	<p>Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker de manière durable non mentionnés à la colonne précédente :</p> <p>a) Barrages de classe B et C pour lesquels le nouveau volume d'eau ou un volume supplémentaire d'eau à retenir ou à stocker est inférieur à 1 million de m³.</p> <p>b) Plans d'eau permanents dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha pour lesquels le nouveau volume d'eau ou un volume supplémentaire d'eau à retenir ou à stocker est inférieur à 1 million de m³.</p> <p>c) Réservoirs de stockage d'eau "sur tour" (château d'eau) d'une capacité égale ou supérieure à 1 000 m³.</p> <p>d) Installations et ouvrages destinés à retenir les eaux ou à les stocker, constituant un obstacle à la continuité écologique ou à l'écoulement des crues, entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval du barrage ou de l'installation.</p> <p>e) Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions tels que les systèmes d'endiguement au sens de l'article R. 562-13 du code de l'environnement.</p> <p>f) Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions tels que les aménagements hydrauliques au sens de l'article R. 562-18 du code de l'environnement.</p>

3. DEFRIQUEMENT

Le projet prévoit un défrichement sur sa partie amont, pour le passage de la conduite, au niveau de la liaison entre la prise d'eau et la piste forestière existante, en rive droite du Bens.

Cela concerne une emprise limitée, de l'ordre de 1200 m² (300 m de long*4 m de large).

Une demande de défrichement sera incluse dans la demande d'autorisation environnementale unique car pour la forêt communale d'Arvillard, toute opération de défrichement en forêt de collectivité est soumise à autorisation (sans limitation de seuil, dès le premier m²).

En revanche, cette superficie étant inférieure à 0.5 ha, la rubrique 47 de l'annexe à l'article R.122.2 du code de l'environnement n'est pas concernée.

Catégories de projets	Projets soumis à évaluation environnementale	Projets soumis à examen au cas par cas
47. Premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion de sols	<p>a) Défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, égale ou supérieure à 25 hectares.</p> <p>b) Pour La Réunion et Mayotte, dérogations à l'interdiction générale de défrichement, mentionnée aux articles L, 374-1 et L, 375-4 du code forestier, ayant pour objet des opérations d'urbanisation ou d'implantation industrielle ou d'exploitation de matériaux.</p>	<p>a) Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L.341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare.</p> <p>b) Autres déboisements en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare.</p> <p>c) Premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare.</p>

4. CLASSEMENT AU TITRE DE L'ARTICLE L.214-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le classement des cours d'eau est fixé par l'article L.214-17 du code de l'environnement.

Le torrent du Bens est classé :

- en liste 1, de l'amont immédiat de la prise d'eau EDF de St Bruno au Breda (L1_1186),
- en liste 2, en aval de la passerelle de Cohardin, exclue (L2_371).

La future prise d'eau du Haut-Bens se situe donc dans un tronçon non classé.

Néanmoins, l'essentiel du futur TCC s'inscrit dans un secteur en liste 2, soumis à la continuité sédimentaire.

Par ailleurs, pour avoir beaucoup échangé avec l'Administration au moment du classement des cours d'eau, le pétitionnaire sait que, justement, le non classement en liste 1 du site envisagé pour le présent projet est dû entre autres à une réflexion liée au potentiel hydroélectrique et à l'enjeu environnemental relatif.